



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	CNECT.E.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	365441
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q2 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/04/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit CNECT.E1 “Future Connectivity Systems” is responsible for EU policy and funding on advanced digital communication networks, in the framework of the Digital Decade policy program 2030.

We promote in particular innovation and market deployment in the EU of 5G and 6G mobile networks, through policy actions and EU funding from the programs “Horizon Europe” and the “Connecting Europe Facility-Digital”, managing directly several Horizon projects and following others managed by SNS JU and HaDEA.

We represent the Commission as public-side member in the Smart Networks and Services Joint Undertaking (SNS JU), a public-private partnership on 6G R&D and 5G deployment, actively participate in several of its activities and oversee its administration.

We implement the 2024 Commission Recommendation on “Secure and Resilient Submarine Cable Infrastructure” and the 2025 EU Action Plan on cables (notably several prevention actions: cable infrastructure mapping, risk assessment, toolbox of mitigating measures, cable projects of European interest).

We are responsible for the 5G Observatory and several connectivity indicators under the Digital Decade 2030.

We contribute to Commission policy on connected and automated mobility and policy on sustainability of telecoms.

We support future implementation of the next EU Multi-annual Financial Framework, providing input on R&D and competitiveness in advanced connectivity.

We contribute to international dialogues on issues in the scope of our responsibilities.

In carrying out this work, we frequently interact with representatives from industry, academia, Member States and third countries, and other Commission services.

Job presentation:

A Seconded National Expert position who will work on EU policy for innovation and market deployment of advanced digital communications, notably:

5G deployment in the framework of the Digital Decade and EU funding programs (notably Horizon Europe, CEF-digital, new MFF), as well as considering links to relevant EU legislation and policies (Electronic Communications Code, Digital Networks Act, Cybersecurity Act, Cloud and AI development Act, AI continent, Chips Act...).

Telco-edge-cloud convergence, considering network complementarity and resilience (broadband, wireless cellular, wi-fi, satellite, submarine cables) and “adjacent” technologies such as AI, micro-electronics...).

6G innovation, considering standardization aspects, spectrum, alignment with national 6G strategies, activities of the SNS JU, priorities from industry players.



Jobholder profile:

University Degree relevant to the job (e.g. engineering, computing, etc);
Knowledge of digital communication technologies and markets, including radio-spectrum;
Work experience of digital technologies;
Work experience of public policy (legislative, advisory or other);
Experience of EU policy and EU-funded projects would be an asset;
Ability to quickly analyse and present complex policy issues, including briefings, policy reports, public presentations, etc;
Excellent English, oral and written;
Dynamic and proactive team player, also able to work autonomously, with strong organisation capabilities, service-oriented and positively-minded.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité CNECT.E1 «Systèmes de connectivité futurs» est responsable de la politique et du financement de l'UE en matière de réseaux de communication numérique avancés, dans le cadre du programme d'action pour la décennie numérique à l'horizon 2030.

Nous encourageons en particulier l'innovation et le déploiement sur le marché dans l'UE des réseaux mobiles 5G et 6G, au moyen d'actions stratégiques et d'un financement de l'UE provenant des programmes «Horizon Europe» et «Mécanisme pour l'interconnexion en Europe — numérique» (CEF-Digital), en gérant directement plusieurs projets Horizon et en suivant d'autres projets gérés par l'entreprise commune «Réseaux et services intelligents» (SNS JU) et l'HaDEA.

Nous représentons la Commission en tant que membre public de l'entreprise commune «Réseaux et services intelligents», un partenariat public-privé sur la R&D et le déploiement de la 6G, participons activement à plusieurs de ses activités et supervisons son administration.

Nous mettons en œuvre la recommandation de la Commission de 2024 relative à des infrastructures de câbles sous-marins sûres et résilientes et le plan d'action de l'UE de 2025 sur les câbles (notamment plusieurs actions de prévention: cartographie des infrastructures câblées, évaluation des risques, mesures d'atténuation, projets câblés d'intérêt européen). Nous sommes responsables de l'Observatoire de la 5G et de plusieurs indicateurs de connectivité dans le cadre de la décennie numérique 2030.

Nous contribuons à la politique de la Commission en matière de mobilité connectée et automatisée et à la politique de soutenabilité des télécommunications.

Nous soutenons la mise en œuvre future du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE, en apportant une contribution en matière de R&D et de compétitivité dans le domaine de la connectivité avancée.

Nous contribuons aux dialogues internationaux sur des questions relevant de nos responsabilités.

Dans le cadre de ces travaux, nous interagissons fréquemment avec des représentants de l'industrie, du monde académique et de la recherche, des États membres et de pays tiers, ainsi qu'avec d'autres services de la Commission.

Présentation du poste:

Un poste d'expert national détaché qui travaillera sur la politique de l'UE en matière d'innovation et de déploiement commercial des communications numériques avancées, notamment:

Le déploiement de la 5G dans le cadre de la décennie numérique et des programmes de financement de l'UE (notamment Horizon Europe, MIE-numérique, nouveau CFP), ainsi que l'examen des liens avec la législation et les politiques pertinentes de l'UE (code des communications électroniques, règlement sur les réseaux numériques, règlement sur la



cybersécurité, règlement sur le développement de l'informatique en nuage et de l'IA, continent de l'IA, règlement sur les semi-conducteurs, etc.).
Convergence Telco-Edge-Cloud, en tenant compte de la complémentarité et de la résilience des réseaux (haut débit, téléphonie cellulaire sans fil, wifi, satellite, câbles sous-marins) et des technologies «adjacentes» telles que l'IA, la microélectronique, etc.).
Innovation dans le domaine de la 6G, en tenant compte des aspects liés à la normalisation, du spectre, de l'alignement sur les stratégies nationales en matière de 6G, des activités de l'entreprise commune «Réseaux et services intelligents» et des priorités des acteurs du secteur.

Profil du titulaire du poste:

Diplôme universitaire en rapport avec le poste (ingénierie, informatique, etc.) ;
Connaissance des technologies et des marchés de communication numérique, y compris le spectre radioélectrique ;
Expérience professionnelle dans le domaine des technologies numériques ;
Expérience professionnelle en matière de politique publique (législative, consultative ou autre) ;
Une expérience de la politique de l'UE et des projets financés par l'UE serait un atout ;
Capacité d'analyser et de présenter rapidement des questions politiques complexes, y compris des notes d'information, des rapports stratégiques, des présentations publiques, etc. ;
Excellente langue anglaise, orale et écrite ;
Esprit d'équipe dynamique et proactif, capable également de travailler de manière autonome, doté de solides capacités organisationnelles, avec esprit de service et attitude positive.



Brussels
11/02/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat CNECT.E1 „Konnektivitätssysteme der Zukunft“ ist im Rahmen des Politikprogramms 2030 für die digitale Dekade für die Politik der EU und die Finanzierung fortgeschrittener digitaler Kommunikationsnetze zuständig.

Wir fördern insbesondere Innovation und Markteinführung von 5G- und 6G-Mobilfunknetzen in der EU durch politische Maßnahmen und EU-Mittel aus den Programmen „Horizont Europa“ und „Connecting Europe (CEF) – Digital“. Dabei verwalten wir mehrere Horizont-Projekte direkt und verfolgen andere, die vom Gemeinsamen Unternehmen SNS und HaDEA verwaltet werden.

Wir vertreten die Kommission als öffentliches Mitglied im Gemeinsamen Unternehmen für intelligente Netze und Dienste (SNS JU), einer öffentlich-privaten Partnerschaft für 6G-FuE und 5G-Ausbau. Dabei beteiligen wir uns aktiv an mehreren Tätigkeiten des SNS JU und beaufsichtigen dessen Verwaltung.

Wir setzen die Empfehlung der Kommission von 2024 über „sichere und resiliente Seekabelinfrastrukturen“ und den EU-Aktionsplan für Kabelsicherheit von 2025 um (insbesondere mehrere Präventionsmaßnahmen: Kartierung der Kabelinfrastrukturen, Risikobewertung, Instrumentarium für Abhilfemaßnahmen, Kabelvorhaben von europäischem Interesse).

Wir sind für die 5G-Beobachtungsstelle („5G Observatory“) und mehrere Konnektivitätsindikatoren im Rahmen der digitalen Dekade 2030 zuständig.

Wir tragen zur Politik der Kommission im Bereich der vernetzten und automatisierten Mobilität und zur Nachhaltigkeit von Telekommunikationsnetzen bei.

Wir unterstützen die künftige Umsetzung des nächsten mehrjährigen Finanzrahmens der EU mit Beiträgen zu FuE und Wettbewerbsfähigkeit im Bereich der Konnektivität der Zukunft.

Wir tragen zu internationalen Dialogen über Themen bei, die in unseren Zuständigkeitsbereich fallen.

Bei der Durchführung dieser Aufgaben interagieren wir häufig mit Vertretern der Industrie, der Wissenschaft, der Mitgliedstaaten und von Drittländern, sowie mit anderen Kommissionsdienststellen.

Stellenbeschreibung:

Eine Stelle als abgeordneter nationaler Sachverständiger, der an der EU-Politik für Innovation und Markteinführung fortgeschrittener digitaler Kommunikation arbeiten wird, insbesondere:

5G-Einführung im Rahmen der digitalen Dekade und der EU-Finanzierungsprogramme (insbesondere Horizont Europa, CEF-Digital, neuer MFR) sowie unter Berücksichtigung von Verbindungen zu einschlägigen Rechtsvorschriften und politischen Maßnahmen der EU (Kodex für die elektronische Kommunikation, Gesetz über digitale Netze, Rechtsakt



zur Cybersicherheit, Gesetz über Cloud- und KI-Entwicklung, KI-Kontinent, Chip-Gesetz usw.).

Telco-Edge-Cloud-Konvergenz unter Berücksichtigung der Komplementarität und Widerstandsfähigkeit der Netze (Breitband-, drahtlose Zellular-, WLAN-, Satelliten-, Seekabel) und „angrenzende“ Technologien wie KI, Mikroelektronik usw.

6G-Innovation unter Berücksichtigung von Normungsaspekten, Funkfrequenzen, Angleichung an nationale 6G-Strategien, Tätigkeiten des Gemeinsamen Unternehmens für intelligente Netze und Dienste, Prioritäten der Akteure aus der Industrie.

Anforderungsprofil:

Für die Tätigkeit relevanter Hochschulabschluss (z. B. Ingenieurwesen, Informatik, o.Ä.);
Kenntnis der digitalen Kommunikationstechnologien und -märkte, einschließlich des Funkfrequenzspektrums;

Berufserfahrung im Bereich der digitalen Technologien;

Berufserfahrung im Bereich Politik (Gesetzgebung, Beratung oder andere);

Erfahrungen mit EU-Politik und EU-finanzierten Projekten sind von Vorteil;

Fähigkeit, komplexe politische Fragen rasch zu analysieren und zu präsentieren, einschließlich Briefings, Politikanalysen, öffentliche Vorträge, usw.;

Ausgezeichnetes Englisch, mündlich und schriftlich;

Dynamische und proaktive Team-Player, die auch in der Lage sind, selbstständig zu arbeiten, mit starken organisatorischen Fähigkeiten, dienstleistungsorientiert und mit einer positiven Einstellung.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass](#) | [Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigelegte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“